

Impasse du cycle de Doha

L'OMC à la croisée des chemins

Avec la suspension du cycle de Doha, l'OMC a pris un méchant coup dans l'aile. Elle n'est pas morte, mais sa crédibilité est entamée. Le directeur général Pascal Lamy a imposé un « temps de réflexion ». Entre tenants d'une approche pragmatique et partisans d'une transformation globale du système, le débat est ouvert.

L'Organisation mondiale du commerce (OMC) est plus que jamais en crise. Le cycle de Doha, centré théoriquement sur les besoins des pays en développement, est depuis fin juillet dans un cul-de-sac.

Après cinq ans de négociations acharnées, il a été suspendu *sine die*, faute d'un accord entre les six ténors du commerce mondial, les Etats-Unis, l'Union européenne, le Brésil, l'Inde, le Japon et l'Australie.

Risques de pertes

Le round est-il définitivement enterré ? Il est trop tôt pour l'affirmer. Comme l'a dit joliment Kamal Nath, le ministre indien du commerce, il se trouve quelque part « entre les soins intensifs et le crématoire ». Le directeur général Pascal Lamy a donc rangé sa « baguette magique », inopé-

rante, et renvoyé les gouvernements à leur copie. « La balle est désormais dans votre camp », leur a-t-il déclaré.

Formellement, tous les membres de l'OMC ont réaffirmé leur attachement au cycle de Doha et leur engagement à continuer. En particulier les pays en développement, qui se sont montrés les plus déçus de l'échec. Certes, la plupart ne sont pas satisfaits de la tournure prise par les négociations. On est loin, en effet, du round du développement promis à Doha. Mais ils se sont beaucoup investis dans ce cycle, conscients d'être mieux armés pour défendre leurs intérêts dans une enceinte multilatérale qu'en tête-à-tête avec les poids lourds de la planète. Ils savent également que seul un accord à l'OMC permettra de mettre fin à certaines subventions et pratiques de dumping des

pays riches, particulièrement nocives pour leurs économies. Ils craignent enfin de perdre certains acquis du round, comme l'élimination des subventions à l'exportation, l'abolition des tarifs et quotas pour les exportations des pays les moins avancés, l'aide pour le commerce, les promesses d'exceptions pour la sécurité alimentaire.

Les pays industrialisés semblent moins pressés, même si la représentante au commerce américaine, Susan Schwab, a récemment lancé un appel aux idées pour sortir de l'impasse. Ils semblent pour l'instant – forts de leur puissance commerciale – miser davantage sur la conclusion d'accords bilatéraux. Ils savent cependant aussi que les jours de leur hégémonie sont comptés et que, face à la concurrence toujours plus féroce de pays comme la Chine, le Brésil et l'Inde, un système commercial harmonisé et régulé est dans leur intérêt et celui de leurs multinationales. De plus, les pays en développement n'hésiteront pas à tenter d'obtenir par l'Organe de règlement des différends (le tribunal de l'OMC) ce qu'ils n'auront pas atteint par les négociations. Selon Oxfam, les Etats-Unis et l'Union européenne pourraient se retrouver sur la sellette pour leurs subventions illégales à toutes sortes de produits comme le riz, le maïs, le tabac ou encore les tomates.

Crise politique

Malgré tout, la sortie du coma ne sera pas facile. A l'instar récemment du G20, qui regroupe 23 pays exportateurs du Sud sous l'égide du Brésil et de l'Inde, les pays en développement réclament une reprise rapide des négociations. Mais rien ne devrait bouger avant la conclusion de certaines échéances électorales : Parlement américain en novembre et présidentielles en France (mai 2007) voire aux Etats-Unis (novembre 2008).

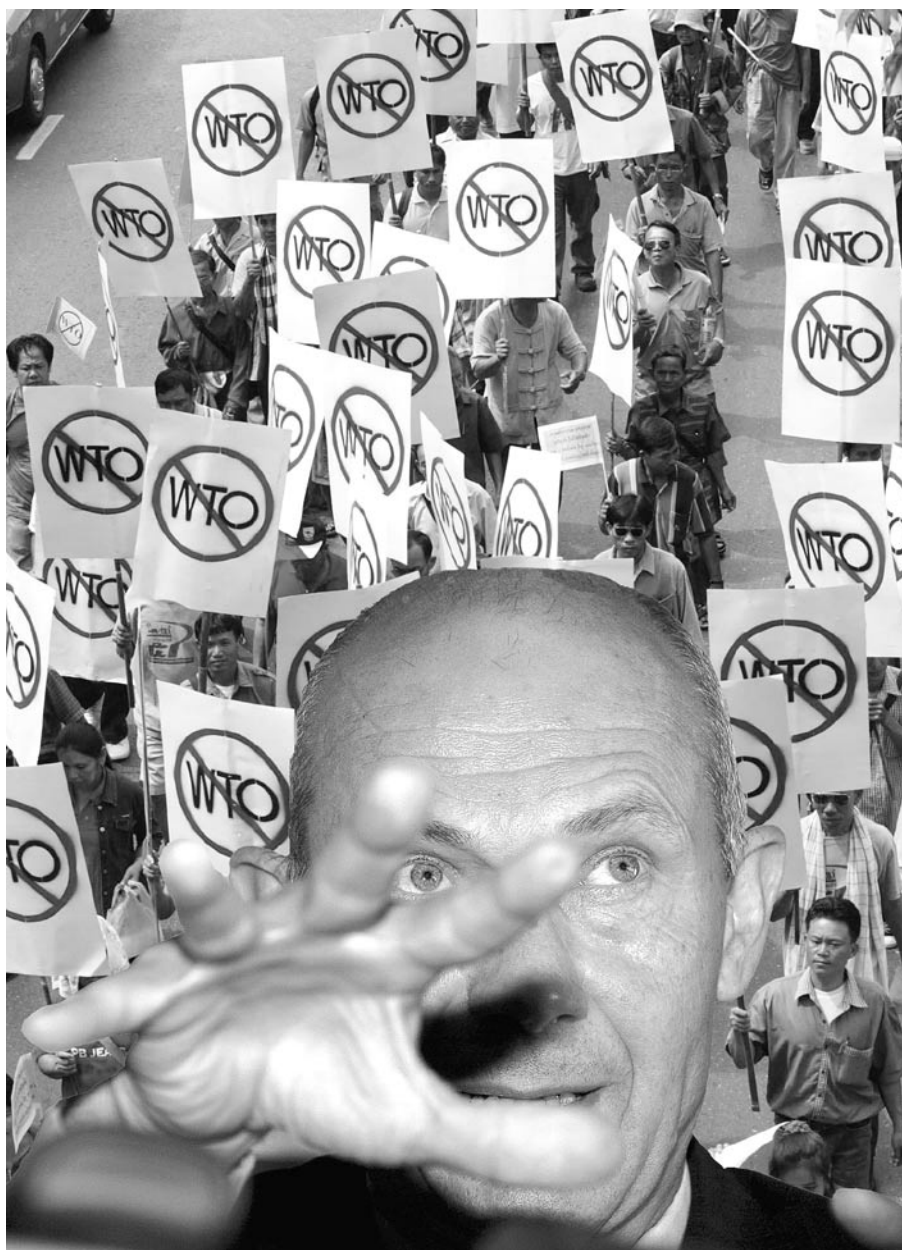
Cela donne donc un peu de temps pour une « réflexion de fond », ainsi que l'a exigé Pascal Lamy. Deux approches se font face. Pour le secrétariat et les Etats-membres de l'OMC, la crise est d'abord politique. « Une affaire non pas de chiffres, mais d'état d'esprit et de perception », comme l'a souligné Kamal Nath. Dans cette perspective, le rôle de la pause n'est pas tant de mettre le

La Suisse pour un « parlement » de l'OMC

Même si elle mise actuellement sur les accords commerciaux bilatéraux – réclamés à cor et à cri par économistes –, la Suisse en reste convaincue : il n'y a pas d'alternative au système commercial multilatéral. Et l'OMC est la seule structure à pouvoir apporter des réponses adéquates à des problèmes globaux. Encore faut-il qu'elle évolue pour s'adapter à la nouvelle situation. Comme l'écrit Luzius Wasescha, délégué aux accords commerciaux, dans le dernier numéro de *La Vie économique*, il est notamment nécessaire de « réfléchir à la manière de rendre l'OMC plus démocratique et efficace » ainsi que « d'organiser différemment les négociations et d'en modifier les règles du jeu ». La Suisse, à cet égard, « imaginerait sans problème un parlement

de l'OMC. Peut-être est-il possible de lancer un mouvement qui se pencherait sur ces questions entre-temps ; la question mérite en tout cas d'être examinée ». Une autre piste à explorer, évoquée par Didier Chambovey, représentant permanent adjoint de la Suisse auprès de l'OMC, est celle du pluralisme : « La négociation d'accords à participation variable paraît plus prometteuse, car elle permettrait aux pays dont les objectifs convergent de nouer des compromis plus facilement » (*Le Temps*, 28 juillet 2006). Dans tous les cas, souligne Wasescha, « il est donc important que la Suisse poursuive ses réformes internes pour maintenir et améliorer sa compétitivité, dans le domaine agricole comme dans toutes les branches économiques touchant au marché intérieur. »

ME



Pour Pascal Lamy, la crise de l'OMC est politique; pour les ONG, la faillite d'un système.

système en question que de sortir de la « guerre de tranchées » – les pays en développement, notamment ACP (Afrique, Caraïbes, Pacifique), ont clairement souligné vouloir redémarrer à partir des textes actuellement sur la table. Chaque gouvernement est, à l'interne, appelé à se positionner, mesurer l'importance des enjeux, clarifier sa volonté politique et les concessions qu'il est disposé à faire. On reste donc dans le même moule de pensée, mais avec davantage de flexibilité. Concrètement, les Etats-Unis devront être prêts à réduire davantage les soutiens à leurs paysans, les Européens à abaisser plus leurs barrières agricoles, l'Inde et le Brésil à accroître l'ouverture de leurs marchés industriels et des services. Ce qui est sûr, c'est que l'initiative devra venir des Etats-Unis et de l'Union européenne. Le ministre brésilien Celso Amorim l'a dit sans ambages : « Puisqu'il s'agit d'un

cycle supposé bénéficier au monde en développement, c'est à ceux qui sont les plus riches et qui faussent le plus les marchés de faire le premier pas. » Et Karmal Nath d'ajouter : « L'agriculture est le cœur de ce round, car c'est la clé de notre développement, qui fait vivre 70% de nos populations. La survie de nos paysans n'est pas un objet de négociations. La réforme des politiques agricoles du Nord via la réduction des subventions est une précondition à l'accès à nos marchés. » Pour être « vendable » au G20, l'accord incontournable entre les Etats-Unis et l'Union européenne devra donc répondre aux promesses de Doha. Et le processus de négociations devra être beaucoup plus transparent et inclusif que jusqu'ici.

Pour les ONG, une telle approche souffre de myopie et ne résoudra rien. Car l'échec des négociations n'est pas seulement d'ordre politique, mais le re-

flet d'une crise systémique. C'est, pour reprendre l'expression d'un Walden Bello (Focus on the Global South) ou d'une Lori Wallach (Public Citizen), avant tout la « faillite d'un modèle global » qui appauvrit les plus pauvres à coups de libéralisations, anéantit les agricultures et les efforts d'industrialisation, réduit le contrôle démocratique sur les services publics, dévaste l'environnement et profite avant tout aux multinationales.

Refonte du système

L'arrêt des négociations est, en ce sens, une chance à saisir. Pour repenser collectivement à neuf le système commercial international et le rôle de l'OMC. Pour changer de cap en sortant de l'illusion que le développement passe par l'ouverture des marchés. Pour élaborer un nouveau cadre multilatéral qui rendrait les échanges commerciaux vraiment favorables aux populations les plus pauvres et respecterait le droit des pays à mener les politiques économiques correspondant à leurs besoins. L'ONG américaine IATP (Institute for Agriculture and Trade Policy)¹ ainsi qu'une coalition d'associations françaises – réunissant notamment ATTAC et Artisans du Monde – ont récemment esquissé quelques pistes visant à concrétiser cette « nouvelle donne ». Au plan *international*, il s'agit de réintégrer l'OMC dans le système plus large de gouvernance multilatérale, en collaboration avec les autres institutions de l'ONU, sur la base des droits humains et environnementaux fondamentaux. Au plan *national*, les politiques commerciales – et donc les positions à l'OMC – devraient être définies beaucoup plus en cohérence avec les politiques en matière agricole, d'environnement, de migrations, de sécurité et de développement. Cela suppose un contrôle démocratique et parlementaire, en dialogue avec la société civile et la population. Au plan *de l'OMC* enfin, il est temps de sortir de la culture mercantiliste du donnant-donnant et des jeux de poker, inadaptée au traitement sérieux de questions aussi complexes que celles du développement.

Tout différentes qu'elles soient, ces deux manières d'approcher le « temps de réflexion » nécessaire ne sont pas forcément contradictoires. La première, en effet, relève avant tout du court terme, la seconde davantage du long terme. Ce qui est sûr, c'est que l'OMC est condamnée à changer et à se réformer en profondeur, si elle veut rester crédible. Cela ne sera possible que si le pragmatisme politique des uns se laisse féconder par la vision plus globale et fondamentale des autres.

Michel Egger

1. www.iatp.org